Plurivers: revue d'écologies décoloniales

Ouverture

1 Fermons les yeux. Imaginons un monde où les gens de différents lieux, de différentes peaux, genres, assignations socio-raciales, habilités, pourraient librement se lier avec l'autre, se représenter (comme individus et communautés) à travers des conditions d'égalité et de dignité. Imaginons un monde où les rivières, montagnes, esprits et animaux non humains seraient considérés comme de dignes co-habitants et agents politiques de la Terre[1] et non une simple matière à faire transiter dans les abattoirs. Imaginons un monde où le savoir en tant que tel prendrait plusieurs formes. Loin de la seule forme du texte académique, nous apprenions d'une montagne autant à travers la nature géologique de ses roches, de la composition biologique de sa flore qu'à travers les noms, les histoires et les esprits partagés par les peuples Autochtones[2] qui vivent auprès de ses flancs depuis des siècles voire des millénaires. Imaginons un monde où les droits des peuples à l'eau, à une nourriture saine, à un lieu sain où vivre et aimer, à la circulation, et à la participation collective des manières d'habiter la Terre seraient plus importants que les nombres affichés à côté des comptes bancaires d'une minorité. Imaginons un monde où le pouvoir ne serait pas défini par le niveau de violence et de domination que l'un peut imposer à l'autre, mais bien par le niveau de considération, de création et d'échanges conviviaux qui peuvent être nourris à travers la rencontre d'une pluralité de mondes et d'êtres sur Terre. Imaginons un monde dans lequel, non seulement plusieurs mondes s'y trouvent, mais plus encore, s'y rencontrent avec égalité, justice et amour. Langues et arbres, histoires et oiseaux, paysages et nuages, mers et villes, cours d'eau et dessins auraient tous leur place dans ce canevas cosmique.

2 Plus qu'une revue, *Plurivers : revue d'écologies décoloniales,* est un lieu où nous vous invitons à participer à ces imaginations révolutionnaires, à peindre à nouveau l'horizon d'un monde commun. Une fois par an, vous trouverez une version en ligne et en papier d'un numéro se consacrant à un sujet précis, partageant des histoires, des luttes, et des pratiques créatives prenant place dans plusieurs lieux de la Terre, posant les étapes d'un monde en construction.

---

3 En créant cette revue plurilingue et en choisissant de l'appeler *Plurivers : revue d'écologies décoloniales*, nous avons considéré la dimension politique en jeu dans la manière de nommer les choses, c'est-à-dire la façon dont certains noms et concepts, sans oublier certaines langues[3], tendent à prendre une position hégémonique au sujet de l'écologie, l'environnement et le changement climatique. Par endroit, cela peut conduire à une invisibilisation d'autres noms, termes et épistémologies qui les accompagnent, une invisibilisation des écologies relationnelles

[1] De la Cadena, Marisol, *Earth Beings : Ecologies of Practice across Andean Worlds*, Durham, Duke University Press, 2015.

[2] L'autochtonie est un concept complexe, qu'il est essentiel d'expliciter. Le terme Autochtone est la traduction francophone la plus appropriée du terme « Indigenous », qui est souvent utilisé pour désigner l'ensemble des groupes qui maintiennent un lien pérenne et ancestral avec un territoire, une langue, des coutumes, et doivent lutter pour conserver une certaine autonomie à une échelle infranationale. Le terme d'autochtonie fait donc appel à un référentiel commun de lutte pour les souverainetés territoriales de peuples premiers dans un contexte d'États-nations hégémoniques imposés par l'Histoire coloniale. C'est un terme politique dont l'utilisation se justifie dans certains contextes de négociation de droits et de représentation, tels que celui de ce numéro. À l'échelle locale, ces peuples préfèrent souvent être nommés tel qu'ils se nomment eux-mêmes, en insistant sur les termes propres à leurs communautés. Historiquement, les peuples Autochtones…

[3] Voir le « guide de navigation » au début de ce numéro.

au sein desquelles la langue et les noms sont enchevêtrés et utilisés[4]. Par exemple, un terme diagnostique apparemment simple comme « changement climatique » peut vouloir dire des choses différentes qui dépendent du lieu d'où l'on parle[5]. De même, des termes qui indiquent une libération ou une résistance — disons par exemple, *le marronnage* ou *la fugitivité*, des termes clés pour les expériences caribéennes et africaines-américaines — peuvent, tout simplement, ne rien signifier pour d'autres. Ou encore, un vocabulaire comprenant « la résilience » ou « la soutenabilité » est pris en otage par les politiques des États-nations et le « greenwashing » de certaines entreprises, agissant comme un écran de fumée derrière lequel la violence coloniale est maintenue[6]. Autre exemple, un terme tel que « permaculture », célébré par plusieurs dans le Nord global, masque une histoire d'appropriation de savoirs locaux et sera par conséquent contesté par des praticiens Autochtones[7].

4 Cette politique de la langue — et plus particulièrement de la nomenclature — est une question décoloniale. Cela concerne aussi la langue académique et ce que certain·e·s pourraient percevoir comme étant un « jargon » aliénant et redondant. Néanmoins, nous voyons une utilité à évoquer et à affirmer certains termes, notamment ceux contenus dans le nom de la revue : « plurivers » et « écologies décoloniales ». Termes que nous considérons comme des lieux de différends productifs. Au lieu de fonctionner comme des marqueurs statiques, nous employons ces termes à la fois afin de pointer de ce qui est en jeu et comme outils pour la création d'un « monde composé de plusieurs mondes », pour reprendre une phrase clé associée aux *pensées et actions* pluriverselles (provenant des luttes zapatistes au Chiapas, Mexique). Autrement dit, nous pensons que ces deux concepts sont utiles *tant* pour le travail de diagnostic *que* celui de praxis et d'intervention.

5 Dans les paragraphes qui suivent, nous proposons une brève explication de la manière dont nous mobilisons quelques concepts centraux. En bref, le terme « plurivers » du titre, *Plurivers : revue d'écologies décoloniales* s'inspire à la fois des innombrables auteurices et de militants de l'Abya Yala ou Ile de la Tortue (les Amériques), et d'auteurices et de militant·e·s de plusieurs régions du monde (Afrique, Asie, Amérique du Nord, Europe et Caraïbe) qui ont œuvré à pointer et renverser les colonialités à l'œuvre dans les manières de vivre et d'habiter la Terre. Ce titre indique le désir de montrer d'autres imaginaires, cosmovisions et pratiques/praxis possibles par-delà les cadres hérités de la modernité, du capitalisme, du patriarcat et du développementalisme global. Par « écologies décoloniales », nous entendons faire face frontalement à la normalisation de l'absence des voix non-Blanches dans les arènes de pensées de l'écologie œuvrant ainsi à sortir du seul environnementalisme[8]afin de créer des espaces de discussions, débats et échanges Sud—Sud ainsi que des dialogues Sud—Nord. Parallèlement

[4]Par exemple, on peut considérer le rôle de la nomenclature botanique latine dans l'invisibilisation des langues locales et des ontologies relationnelles. Voir Gray, Ros et Sheikh, Shela, « La Terre damnée : conflits botaniques et interventions artistiques », *Le Journal des Laboratoires d'Aubervilliers*, Cahier C, 2018/2019, p. 3-6. Voir aussi Gray, Ros et Sheikh, Shela, « The coloniality of planting : legacies of racism and slavery in the practice of botany », *The Architectural Review*, 27 janvier 2021; et Boumediene, Samir, *La colonisation du savoir : Une histoire des plantes médicinales du « Nouveau Monde »* (1492-1750), Vaulx-en-Velin, Les Éditions des mondes à faire, 2016.

[5]Voir « Introduction : Décoloniser le changement climatique » dans ce numéro.

[6]En ce qui concerne l'utilisation du terme « résilience » comme technique de gouvernance néolibérale des peuples Autochtones, voir Lindroth, Marjo et Sinevaara-Niskanen, Heidi, « The biopolitics of resilient indigeneity and the radical gamble of resistance », *Resilience : International Policies, Practices and Discourses*, vol. 4, N°2, 2016 ; Pour une critique de l'appropriation du terme de manière plus générale, voir Vishmidt, Marina, « Resilience, or… », commissionnée dans le cadre du projet, *Let's Get Together and Call Ourselves an Institute*, 2018.

[7]Comme discuté par plusieurs centaines d'agriculteurs et praticiens de la terre Autochtones lors du Sommet de la Permaculture Autochtone (Indigenous Permaculture Summit) organisé par la Oglala Lakota Cultural and Economic Revitalization Initiative sur la réserve de Pine Ridge en 2019. Cet événement avait rassemblé des praticiens de plusieurs territoires amérindiens des États-Unis afin d'échanger pratiques et idées. Ces derniers, qui se considèrent généralement comme gardiens de la terre (*land stewards*) avaient évoqué très fortement l'ironie de ce terme de « permaculture autochtone », qui provient clairement d'un ensemble de pratiques ancestrales de leurs peuples rebaptisé « permaculture » par les Blancs. Voir aussi Watson, Jesse, « Decolonizing Permaculture », *Resilience*, 19 février 2016,

[8]Ferdinand, Malcom, « Chapter 2 : Decolonial ecologies beyond exclusive environmentalism », dans Pellizioni, Luigi, Leonardi, Emanuele et Asara, Viviana (dir.), *Handbook of Critical Environmental Politics*, Cheltenham, Edward Elgard Publishing, 2022, p. 40-57.

aux luttes en cours pour la reconnaissance des droits des peuples Autochtones ainsi que des luttes antiracistes, féministes et anticapitalistes, l'ambition de cette revue d'écologies décoloniales est d'ouvrir à nouveau les possibilités d'une pluralité de manières d'habiter le monde, et les possibilités d'une composition plus égale, plus juste et créative, reprenant la proposition des zapatistes d'« un monde où il y a de la place pour plusieurs mondes[9] ». Autrement dit, les écologies décoloniales, en tant que réponse à la colonialité, représentent des chemins vers l'ouverture, en pratique, d'un plurivers.

Dé/colonialités ; Écologies décoloniales

Dé/colonialialités

6 Le monde tel que nous le connaissons aujourd'hui est composé de quelque 195 pays et leurs frontières, configurés par les différents centres économiques, politiques et leurs puissances militaires globales. Il fut structurellement façonné, entre autres, par différents processus de colonisations modernes et par le capitalisme depuis 1492. Si les colonisations modernes – adossées à l'idéologie de la découverte – furent des processus juridiques, politiques et militaires bornés dans le temps par des dates de début et des dates de fin dans plusieurs régions ou États, les manières coloniales de se penser dans le monde, de se rapporter aux autres êtres humains et aux écosystèmes, à la religion, persistent bien après les dates de fin officielle de ces colonisations. C'est ce que plusieurs penseurs et activistes d'Amérique latine (en particulier le groupe modernité/colonialité) ont nommé « la colonialité ». La *colonialité* – concept mouvant et pluriel – se définit comme : « l'articulation planétaire d'un système de pouvoir occidental » qui a survécu au colonialisme et qui repose sur l'infériorisation des lieux, des groupes humains, des savoirs et des subjectivités non occidentales, ainsi que sur l'exploitation de leurs ressources et de leurs forces vives[10].

7 Ainsi, bien que les colonisations modernes et leurs États Impériaux ne soient plus les principaux mode de relations internationales – mais demeurent encore en vigueur comme en atteste le traitement violent de la Palestine par l'État d'Israël – la colonialité persiste dans plusieurs institutions nationales et internationales y compris certaines ONG. En résulte une production de savoir au sujet du monde et des actions qui maintiennent une hiérarchie coloniale entre les Nord et les Sud, entre les hommes et les femmes, les riches et les pauvres, les Blancs et les non-Blancs, les Occidentaux et les peuples Autochtones. Comme nous le verrons plus loin, déconstruire cette hiérarchisation dichotomique d'une réalité bien plus complexe est l'une des tâches centrales de la praxis décoloniale.

8 Cette hiérarchisation fut manifeste dans l'idéologie du développement dans la seconde moitié du 20e siècle. L'argument d'un « rattrapage » du niveau de vie des « pays développés » par les pays anciennement colonisés à travers les voies du progrès économique basé essentiellement sur la croissance contribua à asseoir une position de domination des pays du Nord global et les pays du Sud global assisté par un ensemble d'institutions internationales, dont le FMI et la Banque Mondiale. Le développement durable n'étant qu'un autre avatar de la prolongation de cette colonialité. Ainsi, malgré de nombreuses critiques sur l'opérationnalité de la notion et son caractère dualiste (défense du libéralisme économique *vs* objectif de durabilité), le développement durable continue d'être le fer de lance des politiques écologiques à l'échelle mondiale à travers la déclinaison d'objectifs de développement durable par l'Agenda 2030 au sein des 193 états signataires[11]. Ces politiques de « développement » ont constitué pendant toute la seconde moitié du 20e siècle le programme économique et politique des anciennes

[9] Armée Zapatiste de Libération Nationale, « Quatrième Déclaration de la Forêt Lacandone », 1996, cité dans Kothari, Ashish et al. (dir.), *Plurivers : Un dictionnaire du post-développement*, Marseille, Éditions Wildproject, 2022.

[10] Solomon Tsehaye, Rachel et Vieille-Grosjean, Henri, « Colonialité et occidentalocentrisme : quels enjeux pour la production des savoirs », *Recherches en éducation*, vol. 32, 2018.

[11] https://www.agenda-2030.fr/agenda-2030/

colonies de pays du Nord. Portées par des promesses « d'égalité réelle » ou des « politiques de rattrapage », certaines anciennes colonies restent encore rattachées à leurs anciennes « métropoles ». Appelés territoires « d'Outre-mer » à l'instar de la Martinique ou de Porto Rico, ils font toujours l'objet de ce développementalisme. Si des avancées techniques ont pu être effectuées en matière de santé, d'éducation ou dans d'autres domaines, cette promesse d'égalité réelle est loin d'avoir été réalisée dans les faits. Bien au contraire si l'on s'en réfère aux principaux indicateurs socio-économiques de ces territoires, l'inégalité n'est pas l'exception, mais bien la règle encore aujourd'hui que ce soit en matière d'exposition aux pesticides, d'accès à l'eau, de chômage ou encore de précarité.

9 Face à cette colonialité du monde, plusieurs mouvements et courants de pensées critiques trouvèrent leur essor à partir du milieu du 20e siècle au moment des décolonisations. En particulier, l'anticolonialisme avec les contributions politiques et théoriques de plusieurs mouvements indépendantistes, de Hô Chi Minh à Patrice Lumumba en passant par Ahmed Ben Bella, Amilcar Cabral et Julius Nyerere. S'y recoupent aussi la naissance d'un panafricanisme depuis et hors du continent Africain dès la fin du 19e siècle, comprenant les contributions de Marcus Garvey, W.E.B. Du Bois, et Kwame Nkrumah[12]. Cependant, il faut se rappeler que les oppositions dans les gestes de révoltes comme dans les gestes quotidiens et les pensées critiques du colonialisme et des esclavages modernes sont aussi anciennes que 1492. Aussi les pensées critiques du colonialisme, de l'esclavagisme et de l'impérialisme trouvent des racines aussi anciennes que les révoltes Maronnes à l'instar de Zumbi du quilombo de Los Palmares au Brésil, de Queen Nanny en Jamaïque et de la Reine Nzinga en Angola au 17e siècle, la révolution haïtienne dès la fin du 18e siècle, des nombreuses révoltes silencieuses[13] dans les terres comme sur les navires négriers, dans les ports comme dans les mines, dans les églises comme dans les plantations, et des nombreuses guerres d'indépendance du 20e siècle allant de l'Indonésie à l'Algérie en passant par le Vietnam. Les nombreux volets de la pensée postcoloniale avec les figures phares que sont Frantz Fanon, Gayatri Spivak ou encore Edward Saïd, ont permis de pointer la continuité de discriminations racistes dans les représentations et les positions entre anciens colons et anciens colonisés[14].

10 Dans cette revue, nous sommes particulièrement intéressés par un ensemble de mouvements et de courants de pensée regroupés sous les expressions « pensées ou théories décoloniales ». Il ne s'agit pas de postuler une hiérarchie douteuse et inutile entre ces différentes critiques de la colonialité, mais plutôt d'attirer l'attention sur ce champ pluriel qui rend possible une critique *épistémique* de la modernité coloniale. Aux revendications de justice et d'égalité, de redistribution de la richesse globale entre Nord et Sud globaux tout autant que de redistribution des places et des paroles dignes et savantes, les théories décoloniales ont en commun de devenir les catégories mêmes de pensées et de production de savoir au sujet du monde. Telle est la démarche d'un des premiers groupes de chercheur·se·s/militant·e·s à avoir adopter le mot décolonial, provenant principalement d'Amérique du Sud tels que Anibal Quijano, Catherin Walsh, Ramon Grosfoguel, Nelson Maldonado Torres, Maria Lugones et Arturo Escobar[15]. S'appuyant sur des pratiques et actions politiques de militants et particulièrement de peuples Autochtones d'Amérique – aussi appelé Abya Yala – ces auteurices explicitent alors différents pans de cette colonialité dont la colonialité du pouvoir, du savoir, de l'être et du genre[16].

---

[12]Boukari-Yabara, Amzat, *Africa Unite ! Une histoire du panafricanisme*, Paris, La Découverte, 2014.

[13]Obolo, Pascale (dir.), *Afrikadaa. Les révoltes silencieuses*, Auxerres, HDiffusion Éditions, 2021.

[14]Said, Edward, *L'orientalisme : l'Orient créé par l'Occident* (trad. C. Malamoud), Paris, Seuil, 1997 ; Fanon, Frantz, *Les damnées de la Terre*, Paris, F. Maspero, 1961 ; Spivak, Gayatri Chakravorty, « Can the subaltern speak ? », dans Nelson, Carry et Grossberg, Lawrence (dir.), *Marxism and the Interprétation of Culture*, Champaign, University of Illinois Press, 1988,
p. 271–31.

[15]Kothari et al. (dir.), *Plurivers. Un dictionnaire du post-développement, op. cit.*

[16]Voir Walsh, Catherine et Mignolo , Walter, *On Decoloniality : Concepts, Analytics, Praxis*, Durham, Duke University Press, 2018.

11 En France, du fait d'une compréhension particulière de l'idée de la République, enfermée entre le désir d'une innocence blanche face à l'histoire coloniale et esclavagiste d'un côté, et d'un *color-blindness* de l'autre, a contribué ces 10 dernières années à présenter ces théories — de même que les études critiques de la race [*critical races studies*] et les études de genre [*gender studies*] — comme des inventions étrangères qui n'auraient aucun lien avec la France — plus précisément l'Hexagone. Régulièrement, dans l'espace public et médiatique national dans des tribunes signées par des universitaires, des politiques, et même par des généraux réservistes menaçant de « prendre les armes/ou d'agir[17] », les chercheur·se·s et militant·e·s qui abordent ces théories, en parlent ou mènent des recherches sur ce sujet sont ouvertement dénoncés en ce qu'iels porteraient atteinte à la République[18]. Ajoutant une couche d'islamophobie, ils sont aussi qualifiés par un terme dénué de sens : « islamo-gauchistes[19] ». Une même posture fut observable à travers des initiatives confusionnistes telles que l'organisation récente d'un colloque sur « la déconstruction et le wokisme[20] » à la Sorbonne adoubé par l'ancien ministre de l'Éducation ou encore la volonté affichée de l'ancienne ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Frédérique Vidal, d'ouvrir une enquête sur la manière dont ses « nouvelles idéologies » infiltreraient le CNRS. Un groupe fait circuler depuis 2022 une carte sous forme d'affiche avec un ensemble de cibles des « mouvances anti-lumière » où figuraient plusieurs chercheur·se·s abordant les questions de racisme, de colonialisme, d'écologie et de genre[21]. Sous couvert d'un discours verni d'universalité et de républicanisme, une bataille idéologique semble s'engager dans le champ politique et académique. Cela, alors même que les débats de fond sont quasi-invisibles et/ou invisibilisés dans l'espace public. Dans les faits, qu'est ce qui est critiqué ? Pour quelles raisons ? Dans quel but ? Motus… il semble préférable d'agiter des épouvantails plutôt que de chercher à comprendre de quoi il est réellement question.

12 Si des ouvrages et des traductions récentes enfin se proposent de présenter les différents pans de la pensée décoloniale d'Amérique latine[22], le but de cette revue n'est pas de passer à la loupe ces théories et ces chercheur·se·s dont certains figurent parmi les rédacteurices de cet édito. En effet, nous souhaitons sortir de l'idée que le « décolonial » serait essentiellement un fait émanant en-dehors de la France. Nous n'avons aucune intention de venir « rassurer » celleux qui se sentiraient menacé·e·s par le fait que des voix historiquement dominées, marginalisées, voire mutilées, tiennent à exprimer haut et fort leurs revendications, leurs compréhensions du monde et de la Terre, tout autant que leurs théories concernant la liberté, l'égalité et la justice. De là découlent deux points importants. D'une part, les Amériques (et singulièrement l'Amérique du Sud) n'ont pas l'apanage de « la » pensée décoloniale. Tout en reconnaissant les contributions fortes de ces militant·e·s et de chercheur·se·s, d'autres contextes ont aussi formulé leurs propres conceptualisations décoloniales qu'ils s'agissent de l'Australie, de l'Afrique du Sud, de l'Indonésie voire même le Brésil, à l'intérieur de l'Amérique latine[23].

13 D'autre part, ce serait s'enfermer dans un fantasme de toute-puissance coloniale que de penser qu'un pays comme la France, ayant historiquement eu des colonies dans trois continents (Afrique, Asie et Amériques) et trois océans (océan Atlantique, océan Indien et océan Pacifique) structuré autour d'une racialisation des rapports sociaux, du racisme et d'une domination

[17] « « Pour un retour de l'honneur de nos gouvernants » : 20 généraux appellent Macron à défendre le patriotisme », *Valeurs actuelles*, 21 avril 2021.

[18] Mbembé, Achille, « Pourquoi ont-ils peur du postcolonial ? », *AOC*, 21 janvier 2020.

[19] Voir « Guerre permanente ou paix révolutionnaire, il faut choisir ! », *Mediapart*, partie de Manifeste — 20 ans après le 11 septembre, 11 septembre 2021.

[20] Voir Dubet, François, « Le « wokisme » sur le banc des accusés lors d'un colloque à la Sorbonne », *Le Monde,* 8 janvier 2022.

[21] http://collectiflieuxcommuns.fr/IMG/MAL/NoticesMAL.html

[22] Quiroz, Lissel et Collin, Philippe, *Pensées décoloniales : une introduction aux théories critiques d'Amériques Latine*, Paris, Zone, 2023 ; Dufoix, Stéphane, *Décolonial*, Paris, Anamosa, 2023.

[23] Voir, par exemple, Green, Lesley, *Rock, Water, Life : Ecology and Humanity for a Decolonial South Africa*, Durham, Duke University Press, 2000 ; Parreñas, Juno Salazar, *Decolonizing Extinction : The Work of Care in Orangutan Rehabilitation*, Durham, Duke University Press, 2018 ; Bispo, Antonio, *A terra da, A terra quer,* São Paulo, Ubu Edition, 2023 ; Rose, Deborah-Bird, *Vers des humanités écologiques*, trad. M. Schaffner, Marseille, Wildprojet, 2019.

coloniale entre différents espaces n'aurait en son sein, aucune émergence propre de pensées et mouvements décoloniaux. Nous rejoignons ici les propos récents du député Martiniquais Serge Letchimy qui, lors d'un débat à l'Assemblée nationale le 5 février 2021 s'opposa à une proposition d'amendement de loi par la droite visant à la dissolution de syndicats traitant de thèmes décoloniaux – associant carrément la pensée décoloniale au terrorisme – en défendant le droit, notamment pour toute personne dont les ascendants ont été colonisés, d'aborder toutes les théories et outils disponibles y compris les théories décoloniales pour penser, créer et imaginer les concepts de liberté et d'égalité à partir de leurs histoires[24]. En effet, depuis plus de 20 ans en France (hexagonale et ultramarine) naissent des mouvements, groupes de réflexions et revendications politiques qui vont ouvertement faire usage du mot « décolonial ». De la création du mouvement/Parti des Indigènes de la République amenant aussi un ensemble d'actions politiques et d'essais[25] aux déboulonnages des statues de Victor Schoelcher en Martinique en 2020, en passant par les différents groupes et collectifs travaillant notamment le milieu de l'art tels que « Décolonisons les art », la création d'une « revue d'études décoloniales », de collectifs locaux tels que « La fabrique décoloniale » en Martinique, de mouvements étudiants en Hexagone et, plus récemment, les propositions d'écologies décoloniales exprimées dans des ouvrages, des conférences, mais aussi dans les cortèges de manifestations à Paris, dans l'Hexagone et différents territoires dits d'Outre-mer[26], il existe bien une constellation de critiques décoloniales depuis la France et sa propre histoire coloniale et esclavagiste. Et c'est bien à ces écologies décoloniales et ses horizons pluriversels que cette nouvelle revue se consacre.

Écologies décoloniales

14 L'écologie décoloniale peut être présentée à la fois comme un mouvement sociopolitique et une proposition théorique qui non seulement cherche à défaire les inégalités, injustices et dominations en cours dans le monde, en particulier, celles héritées des impérialismes et colonisations modernes, de l'esclavage colonial, mais qui s'engage aussi dans des praxis du *faire-monde*. Une écologie décoloniale n'est pas un nouveau dogme, ou une idéologie qui pourrait être simplement appliqué de manière verticale (*top-down*) à n'importe quel espace-temps sans considération pour les différentes histoires, cultures, cosmologies et expériences des habitant·e·s la Terre et du monde. À vrai dire, nous préférons parler « d'écologies décoloniales » au pluriel ancrées dans divers imaginaires, expériences et histoires comme c'est le cas dans la Caraïbe, l'Australie, la Norvège, l'Amérique du Sud, l'Afrique du Sud[27].

15 Bien que différentes dans leurs formes, ces écologies décoloniales ont comme base commune une opposition radicale à la manière particulièrement violente, inégale et injuste d'habiter la Terre, imposée à l'échelle du globe depuis 1492, désignée comme *l'habiter colonial*[28]. À côté des génocides de plusieurs peuples Autochtones, des esclavages et autres formes de travail forcé, l'habiter colonial vise à anéantir la diversité de manières d'habiter la Terre ainsi que leur communauté humaine et non humaine, afin de développer un seul mode, extractiviste, de relation à la Terre et à la vie même. Un habiter qui est manifeste dans les différentes formes de plantations, de mines ou de puits de pétrole. Ainsi, outre les luttes en cours pour la recon-

[24] Assemblée nationale, *Compte-rendu de la session du 5 février 2021*.

[25] Bouteldja, Houria, *Les Blancs, les Juifs et nous : vers une politique de l'amour révolutionnaire*, Paris, La Fabrique, 2016 ; Khiari, Sadri, *Malcolm X : Stratège de la dignité noire*, Paris, éditions Amsterdam, 2013.

[26] Ferdinand, *Une écologie décoloniale : penser l'écologie depuis le monde caribéen*, Seuil 2019.

[27] Ferdinand, « Chapter 2 : Decolonial ecologies beyond exclusive environmentalism », *op. cit.* ; Alimonda, Hector, Toro-Perez, Catalina et Martín, Facundo (dir.), *Ecología política latinoamericana. Pensamiento crítico, diferencia latinoamericana y rearticulación epistémica* vol. 1. Buenos Aires, Clasco, 2017 ; Escobar, Arturo, *Sentipensar con la tierra*, Medellín, Ediciones Unaula, 2018 ; Ferdinand, *Une écologie décoloniale*, *op. cit.* ; Demos, T.J., *Decolonizing Nature : Contemporary Art and the Politics of Ecology*, Berlin, Sternberg Press, 2016 ; Parreñas, Juno Salazar, *Decolonizing Extinction, op. cit.* ; Green, *Rock, Water, Life*, *op. cit.* ; Gómez-Barris, Macarena, *The Extractive Zone : Social Ecologies and Decolonial Perspectives*, Durham, Duke University Press, 2017 ; Hau'ofa, Epeli, « Epilogue : Pasts to remember », in Borofsky, Robert (dir.), *Remembrance of Pacific Pasts : An Invitation to Remake History*, Honolulu, University of Hawaï Press, 2000, p. 453-472.

[28] Ferdinand, *Une écologie décoloniale, op. cit.*, p. 51-68.



Fig. 1. — Manifestation contre Monsanto, Paris, mai 2021, photo © Malcom Ferdinand voir l'original

naissance et l'application effectives des droits des peuples Autochtones, les luttes antiracistes et féministes, les écologies décoloniales cherchent à réouvrir les possibilités d'une pluralité de manières d'habiter la Terre, les possibilités d'une composition plus égale, juste et créative « des mondes à l'intérieur du monde ». En d'autres termes, les écologies décoloniales sont des chemins vers l'ouverture, en pratique, d'un plurivers.

16 Aussi ces écologies décoloniales conduisent-elles à une remise en cause profonde des formes de l'environnementalisme mainstream. Elles pointent d'une part l'historique et contemporaine blanchité structurant les mouvements et théories environnementalistes classiques, en particulier aux Etats-Unis comme l'a montré Dorceta Taylor, mais aussi en Europe[29]. Le mouvement environnementaliste mainstream a hérité des idéologies de la conservation du 19e siècle, où l'idée d'une nature vierge (*wilderness*) recréée sur les cendres des génocides et esclavages trouva son essor. En particulier, la création de parcs nationaux relevait d'une compréhension de l'écologie reposant sur une politique de répartition géographique des corps, excluant les peuples Autochtones et les personnes racisé·e·s[30] des grands espaces verts, et réservant les parcs à certains corps Blancs de classe moyenne. Une compréhension qui persiste encore dans

[29]Taylor, Dorceta, *The Rise of the American Conservation Movement : Power, Privilege, and Environmental Protection*, Durham, Duke University Press Books, 2016 ; Finney, Carolyn, *Black Faces, White Spaces : Reimagining the Relationship of African Americans to the Great Outdoors*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2014 ; Nash, Roderick, *Wilderness and the American Mind*, Yale, Yale University Press, 2014 [1967] ; Cronon, William, « The Trouble with Wilderness : Or, Getting Back to the Wrong Nature », *Environmental History*, vol.1, N°1, 1996, p. 7-28.

[30]Tenons compte de la longue construction d'une hiérarchie raciale par l'Occident, par le terme de « racisé·e·s », nous indiquons les personnes identifiées socialement comme non Blanches. Pour une discussion plus ample sur le sujet voir Mazouz, Sarah, *Race*, Paris, Anamosa, 2020.



Fig. 2. — Occupation de Belleville (Paris) par Youth for Climate, octobre 2020, photo © Malcom Ferdinand voir l'original

les politiques de conservation[31]. Les mouvements écologistes du Nord peinent à renoncer à leur filiation coloniale, continuant à présenter comme « pères fondateurs » de l'écologie uniquement des hommes Blancs, libres de classes aisées dans des sociétés coloniales et esclavagistes (ex. Jean-Jacques Rousseau et Henry Thoreau, John Muir, ou encore Pierre Poivre[32]). L'on continue à caresser le doux fantasme que les impérialismes, colonisations et esclavages n'auraient été que de simples accidents de l'Histoire qu'il faudrait oublier ou glisser sous le tapis, et surtout ne pas mentionner dès lors qu'il s'agit de penser à la Terre et ces écosystèmes. Que face aux grands bouleversements de l'Anthropocène, ces sujets seraient hors-sujet, malvenus et mettraient l'unité supposée requise face à la crise écologique en péril[33].

17 Cette séparation des histoires coloniales et environnementales de la terre, cette double fracture[34], a aussi traversé un ensemble de propositions politiques de l'écologie depuis les années 1960 telles que l'écologie politique française (à entendre ici de l'Hexagone), l'écoféminisme, l'écologie sociale ainsi que l'écomarxisme. Si les articulations entre environ-

[31] Longo, Fioro, *Décolonisons la protection de la nature : plaidoyer pour les peuples autochtones et l'environnement*, Joinville-Le-Pont, Double Ponctuation, 2023 ; Mbaria, John et Ogada, Moredecai, *The Big Conservation Lie : The Untold Story of Wildlife Conservation in Kenya*, Lens & Lens Publishing, 2016 ; Blanc, Guillaume, *L'invention du colonialisme vert : pour en finir avec le mythe de l'Éden africain*, Paris, Flammarion, 2020.

[32] Debourdeau, Ariane (dir.), *Les Grands Textes fondateurs de l'écologie*, Paris, Flammarion, 2013 ; Bourg, Dominique et Frasnière, Augustin (dir.), *La pensée écologique : une anthologie*, Paris, Presses Universitaires de France, 2014.

[33] Serres, Michel, *Le contrat naturel*, Paris, François Bourdin, 1990 ; Bourg, Dominique, *Une nouvelle Terre*, Paris, Desclée de Brouwer, 2018.

[34] Ferdinand, *Une écologie décoloniale, op. cit.*, p. 11-47.

nement et questions sociales y sont fortes et importantes, elles souffrent pour la majorité d'un point d'ombre concernant la constitution coloniale de la modernité. Ainsi, malgré les idéaux d'émancipation et d'égalité qui y sont proposés, il persiste un refus d'embrasser l'histoire coloniale et la tâche d'inventer un monde commun avec la pluralité des peuples colonisés qui furent enfermés dans la cale du monde. En résultent alors un ensemble de thématiques qui sont mises de côté (ex. l'antiracisme), mais plus encore, la persistance d'espaces éditoriaux, universitaires, politiques, gouvernementaux et associatifs, encore structurés par la blanchité. Des espaces où la pluralité de genres et de catégories socio-raciales qui peuplent la Terre se voit effacée au profit d'une majorité d'hommes Blancs.

18 C'est bien dans ce refus de tenir compte de l'histoire coloniale qu'aujourd'hui, se déploient plusieurs formes d'écofascisme voire d'écoterrorisme. L'on ne peut refuser l'analyse et se dire que les propos réitérés d'anciens présidents de la République française (ex. Nicolas Sarkozy) tenant les femmes Noires d'Afrique pour responsables du changement climatique[35] ou, plus grave, les discours de terroristes qui légitiment les atrocités commises (par exemple à Christchurch en Nouvelle-Zélande/Aoetera et El Paso aux États-Unis en 2019) en pointant une prétendue surpopulation des peuples non-Blancs, comme le simple fait de fous criminels[36]. Il semble nécessaire de pointer ce qui, dans l'objet même pensé comme écologique, rend possible ces discours racistes et ces actes horribles. En particulier, en Europe, plusieurs organisations environnementales maintiennent cette colonialité dans leurs rangs, en hiérarchisant les sujets traités, prolongeant ainsi l'exclusion de plusieurs voix et expériences non-Blanches du monde dans les pensées et praxis écologistes[37]. Ainsi se déploya la croyance trompeuse que les enjeux écologiques ne seraient qu'un souci des hommes Blancs et que les pauvres, les femmes, les personnes racisé·e·s et les Autochtones ne soucieraient pas de la Terre et du monde.

19 D'autre part, plus que la nécessaire implication de la pluralité sur Terre à l'ensemble des arènes de discussion, de production du savoir, de prise de décision politique, les écologies décoloniales participent aussi à remettre en cause les problématisations mêmes de la crise écologique y compris la crise climatique[38]. Au fond, quels sont les objets et problèmes de l'écologie ? Loin des seules questions d'espaces dits verts, de forêts, de savanes pensées hors de la présence humaine, ce sont aussi les espaces de vie au sein des villes et singulièrement les espaces de bidonvilles, les ghettos, les favelas, les quartiers populaires, les territoires des peuples Autochtones, les espaces réservés aux gens du voyage, les terres colonisées ou territoires marginalisés au sein de leurs États tels que les territoires d'Outre-mer, et l'accès de leurs habitants aux droits fondamentaux (eau, logement, éducation, santé, justice) qui sont en jeu dans ces écologies comme l'attestent les travaux menés dans le champ de la justice et des inégalités environnementales. Dans la perspective de l'écologie décoloniale, leurs habitant·e·s n'y sont point réduits à des nombres ou encore à des victimes sans noms et sans voix des conséquences du réchauffement climatique, mais comme des coparticipant·e·s du monde et co-participant·e·s dans l'élaboration de savoirs et de propositions théoriques alternatives.

20 De manière plus radicale, l'écologie décoloniale vient questionner le sens courant du mot « écologie ». Si les essais qui présentent les différentes écologies décoloniales sont de plus en plus nombreux aujourd'hui, dont les livres de Malcom Ferdinand et d'Arturo Escobar, ces essais s'appuient sur des pratiques ancestrales de vies, de rapports à la terre, au vivant, aux esprits et au cosmos, des pratiques et des récits bien antérieurs à ceux de la modernité occidentale. Ainsi l'interrogation est inversée. Il ne s'agit plus de questionner l'écologie décoloniale en lui disant « mais que viennent faire la colonisation et l'esclavage dans l'écologie ? », mais plutôt, de

[35] Toulemonde, Marie, « Sarkozy, le climat et la fécondité des Africaines », *Jeune Afrique*, 15 septembre 2023.

[36] Madelin, Pierre, *La tentation écofaciste : écologie et extrême droite,* Montréal, Écosociété, 2023.

[37] Voir « Décoloniser les luttes climatiques : Une conversation avec Association A4, Ana Sanches et Tatiana Garavito » dans le numéro 1 de *Plurivers*.

[38] Manglou, Mélissa et Ferdinand, Malcom (dir.), *Écologie et Politique : Écologies politiques depuis les Outre-mer*, vol. 63, Latresne, Le Bord de l'eau, 2021.

questionner l'écologie classique en lui disant « mais qu'avez-vous fait de tous ces peuples, de tous ces êtres, de tous ces vivants qui ont constitué et constituent encore aujourd'hui la Terre ; comment osez-vous si pernicieusement effacer de la compréhension historique et géographique du monde ces crimes que sont les génocides, les esclavages, les traites négrières, les (néo) colonisations et leur racisme, leurs formes singulières de patriarcat et endosser encore cette robe blanche d'une innocence environnementale ? ». Si les écologies décoloniales pointent l'absence des voix des peuples et des êtres colonisés et esclavagisés dans l'écologie classique, elles ne se définissent pas pour autant en opposition à elle. Chacune contient son propre fondement, en particulier celui d'une ouverture cosmique et ontologique, à l'ensemble des êtres qui peuplent la Terre dans des rapports de justice, de dignité voire de convivialité. Des fondements anthropologiques qui précèdent ceux d'une modernité coloniale et capitaliste.

21 Les écologies décoloniales comprennent donc aussi les praxis, les luttes, les discours des peuples Autochtones ayant résisté aux colonisations de l'Occident. Les inscriptions dans la loi des droits de la Pacha Mama et de la Terre-mère en Équateur et en Bolivie[39]reposent sur des cosmogonies précolombiennes. De même, le mouvement de la justice environnementale, né aux États-Unis, en opposition au racisme environnemental, propose une forme d'écologie décoloniale articulant antiracisme et préservation des conditions de vie sur terre[40]. Un mouvement qui est devenu international avec des revendications de justice environnementale aux quatre coins du globe comme en atteste l'atlas des luttes pour la justice environnementale[41]. Dans les sphères universitaires, la littérature a joué un rôle d'avant-garde à travers le champ de l'« écocritique postcoloniale » et le champ des « postcolonial ecologies »[42] proposant un espace de réflexion et d'articulation entre question environnementale, question sociale et question coloniale.

22 Historiquement, en France, à l'instar du refus d'une réception voire d'un développement d'études postcoloniales à l'université, enorgueillie par l'idée qu'elles n'apporteraient rien de nouveau à la « french theory », le mouvement de la justice environnementale fût reçu en le dépeçant de ses élans antiracistes[43]. En vérité, c'est tout le champ des humanités environnementales en France (philosophie, sociologie et anthropologie) qui fut structuré autour du silence colonial. Pourtant, des articulations furent faites dès les années 1980 par une association écologique en Martinique nommée Assaupamar[44] critiquant la pollution des terres par les grandes puissances d'argent locales appartenant à la catégorie socio-raciale des Blancs-Créoles (les Békés) avec l'appui de l'État. On la retrouve aussi présente aujourd'hui dans certains mouvements écologistes en France, à l'instar du front des mères initié entre autres par Fatima Ouassak œuvrant à l'amélioration des conditions de vie et au respect des dignités des habitant·e·s

[39]Morin, Françoise, « Les droits de la Terre-Mère et le bien vivre, ou les apports des peuples autochtones face à la détérioration de la planète », *Revue du MAUSS*, vol. 42, N° 2, 2013, p. 321-338 ; Landivar, Diégo et Ramillien, Émilie, « Savoirs autochtones, « nature-sujet » et gouvernance environnementale : une analyse des reconfigurations du droit et de la politique en Bolivie et en Équateur », *Autrepart*, vol. 81, N° 1, 2017, p. 135-158.

[40]Bullard, Robert, *Dumping in Dixie : Race, Class and Environmental Quality,* Boulder, Westview Press, 1990 ; Pulido, Laura, « Geographies of race and ethnicity II : Environmental racism, racial capitalism and state-sanctioned violence », *Progress in Human Geography*, vol. 41, N° 4, 2016,
p. 524-533.

[41]EJ Atlas, « Global Atlas of Environmental Justice ».

[42]Voir, par exemple Nixon, Rob, « Environmentalism and Postcolonialism », in Ania Loomba et al. (dir), *Postcolonial Studies and Beyond*, Durham, Duke University Press, 2005,
p. 233-51 ; Nixon, Rob, *Slow Violence and the Environmentalism of the Poor*, Cambridge et Londres, Harvard University Press, 2011 ; Tiffin, Hellen et Graham, Huggan, *Postcolonial Ecocriticism : Literature, Animals, Environment*, London, Routledge, 2009 ; Mukherjee, Pablo, *Postcolonial Environment : Nature, Culture, and the Contemporary Indian Novel in English*, Basingstoke, UK, Palgrave Macmillan, 2010 ; DeLoughrey, Elizabeth, *Allegories of the Anthropocene*, Durham, NC, Duke University Press, 2019 ; DeLoughrey, Elizabeth, Didur, Jill et Carrigan, Anthony (dir.), *Global Ecologies and the Environmental Humanities : Postcolonial Approaches*, New York, Routledge, 2015 ; DeLoughrey, Elizabeth et Handley, George (dir.), *Postcolonial Ecologies, Literatures of the Environment*, New York, Oxford University Press, 2011 ; Wenzel, Jennifer, « Reading Fanon Reading Nature », in Bernard, Anna, Elmarsafy, Ziad et Murray, Stuart (dir.), *What Postcolonial Theory Doesn't Say*, Londres, Routledge, 2015, p. 185-201.

[43]Ferdinand, *Une écologie décoloniale*, *op. cit.*, p. 390-400.

[44]Malsa, Garcin, *L'écologie ou la passion du vivant : quarante ans d'écrits écologiques*, Paris, L'Harmattan, 2008.

des quartiers populaires[45].

23 Ainsi, alors que l'environnementalisme se focalise uniquement sur certains aspects de l'environnement (biodiversité, climat, pollution), refusant de tenir compte de la colonialité de la modernité encore en jeu dans le monde, les écologies décoloniales prennent à bras le corps la tâche politique, ontologique, cosmologique du *faire-monde* (en Anglais, « *worldmaking* »). Autrement dit, elles ne sont pas uniquement engagées dans la préservation de la vie non humaine et humaine, les écosystèmes, mais elles sont tout autant engagées vis-à-vis des relations sociopolitiques que les humains entretiennent entre eux et avec les non-humains. En bref, il ne s'agit pas uniquement de préserver les conditions de vie sur Terre — bien que cela soit fondamental — il s'agit aussi de rendre possible et désirables des mondes vivables.

Plurivers : « un monde où il y a de la place pour plusieurs mondes »

24 « Queremos un mundo donde quepan muchos mundos[46] ».
— Déclaration de l "Armée Zapatiste de libération nationale, 1996.

25 « Provincialisme ? Non pas. Je ne m'enterre pas dans un particularisme étroit. Mais je ne veux pas non plus me perdre dans un universalisme décharné. Il y a deux manières de se perdre : par ségrégation murée dans le particulier ou par dilution dans « l'universel ». Ma conception de l'universel est celle d'un universel riche de tout le particulier, riche de tous les particuliers, approfondissement et coexistence de tous les particuliers[47]. »

26 — Aimé Césaire, 1956

27 Dans cette partie, nous avons pour objectif d'expliciter les différents usages et acceptions du terme « plurivers » (*pluriverse* en Anglais, *pluriverso* en espagnol, *plirivèr* en créole « rényoné ») dont nous nous sommes inspirés pour cette revue. Il ne s'agit pas ici de populariser ou rendre plus digeste par le courant dominant des corpus de pensées « radicaux » de sorte que, pour reprendre les mots de la féministe décoloniale Rosalba Icaza, ils soient « dépolitisés, cooptés et utilisés comme synonyme de diversité[48] ». Nous souhaitons avant tout reconnaître notre dette à l'égard de la pensée et des luttes de nombreuses personnes du monde entier qui nous ont précédés et retravailler et traduire le terme selon les contextes dans lesquels nous l'utilisons, résistant ainsi à la canonisation potentielle du terme ou des noms et des lieux qui lui sont déjà associés.

28 Développé au sein du courant des études décoloniales en Amérique latine, le plurivers propose une critique politique et épistémique de la modernité occidentale[49]. Le plurivers oppose à un universalisme réificateur et abstrait un pluriversalisme ayant pour objectif la prise en compte la multiplicité des façons d'être et de faire monde. Cela, en s'attachant plus particulièrement à visibiliser les épistémologies et les pratiques sociales dites du « Sud » portées et incarnées entres autres par les mobilisations des peuples Autochtones ou, par exemple, les mouvements zapatistes. Aussi faisons-nous usage du concept de « plurivers » dans l'esprit de ce que l'anthropologue colombien-états-uniens Arturo Escobar nomme « la recherche de pluriversalité », c'est-à-dire, loin d'un modèle figé, une pratique constante ou expérimentation permanente

[45] Ouassak, Fatima, *La puissance des mères : pour un nouveau sujet révolutionnaire*, Paris, Découverte, 2020.

[46] Armée Zapatiste de Libération Nationale, « Quatrième Déclaration de la Forêt Lacandone », 1996, cité dans Kothari, Ashish et al. (dir.), *Plurivers : Un dictionnaire du post-développement*, *op. cit.*

[47] Césaire, Aimé, « Lettre de démission au parti communiste », Paris, 1956.

[48] Salem, Sara et Icaza, Rosalba, « « A world in which many worlds can fit » : On Knowledge Production and Multiplicity », *Kohl*, vol. 9, N° 1 (hiver 2023 : « Anticolonial Feminist Imaginaries »).

[49] Voir Bourguignon Rougier, Claudia, « 78. Plurivers », dans Bourguignon Rougier, Claudia (dir.), *Un dictionnaire décolonial : perspectives depuis Abya Yala Afro Latino America*, Editions sciences et biens communs, 2021.

tendant à rendre possible une pluralité de mondes[50]. Ou encore, comme le présentent Mario Blaser et Marisol de la Cadena, le plurivers pointe :

29 « des manières hétérogènes de faire monde qui se rencontrent dans une écologie politique des pratiques, tout en négociant cette difficulté d'être ensemble dans l'hétérogénéité[51] ».

30 Le plurivers concerne donc les luttes, les cosmogonies, les ontologies, les conceptions du monde, les manières de vivre et leur composition possible, mais concerne aussi la question épistémique de la production de savoirs. En effet, le plurivers comporte une remise en question de la hiérarchisation des productions épistémiques du monde ainsi qu'une perspective décoloniale qui se place au cœur même de la production des savoirs et de leurs circulations. De là découle une difficulté à tenter d'appréhender ce concept uniquement à partir d'une épistémologie moderne. Pour Icaza, tenter de définir le plurivers dans un langage académique, c'est déjà le trahir dans la mesure où il est « une praxis de vie/du vivant » [*a praxis of life*[52]]. Ce sont précisément ces praxis de vie et *les outils* pour les mettre en œuvre et y réfléchir, que nous souhaitons mettre en lumière dans cette revue. Dans ce numéro et ceux qui suivront nous espérons démontrer que, dans le monde entier, depuis des siècles et des décennies, de nombreux·ses auteurices et militant·e·s ont déjà conçus et mis en œuvre des théorisations et des praxis pluriverselles sans que le mot « plurivers » n'ait nécessairement été employé. Nous n'avons donc pas pour objectif de proposer une définition ou une compilation exhaustive de la notion de plurivers ici. Nous l'envisageons en tant qu'outil heuristique visant à visibiliser et honorer les pensées et les pratiques de celleux qui nous ont précédé·e·s, tout en invitant les lecteurices à s'inscrire dans cette démarche.

31 Si le plurivers est d'emblée associé à des conceptualisations d'Amérique latine, d'autres penseurs ont historiquement contribué à travers leur critique de la notion d'universalisme à fonder ce que l'on peut qualifier d'imaginaire pluriversel. C'est le cas d'Aimé Césaire qui, dans sa lettre de démission au parti communiste en 1956, formule une critique appuyée de la notion d'universalisme en dénonçant notamment sa prétention impérialiste et son caractère réductionniste. Il affirme alors qu'il y a deux manières de se perdre : par ségrégation murée dans le particulier ou alors par dilution dans l'universel. À cette époque, il entendait dénoncer l'attitude et la complaisance du parti communiste à l'égard de la colonisation française et réfutait plus largement :

32 « leur assimilationnisme invétéré ; leur chauvinisme inconscient ; leur conviction passablement primaire — qu'ils partagent avec les bourgeois européens — de la supériorité omnilatérale de l'Occident ; leur croyance que l'évolution telle qu'elle s'est opérée en Europe est la seule possible ; la seule désirable ; qu'elle est celle par laquelle le monde entier devra passer ; pour tout dire, leur croyance rarement avouée, mais réelle, à la civilisation avec un grand C ; au progrès avec un grand P[53] ».

33 Ces mots d'Aimé Césaire résonnent avec une force particulière aujourd'hui à l'heure où les tensions géopolitiques et militaires sont plus fortes que jamais, où les prétentions impérialistes se réaffirment et de plus en plus de blocs identitaires se constituent à l'échelle mondiale. Ainsi, sans en employer le terme, c'est indirectement à un plurivers qu'appelle Aimé Césaire à un

[50] Voir « Rêver le plurivers pour une planète vivante : Une conversation avec Arturo Escobar » dans le numéro 1 de *Plurivers*.

[51] de la Cadena, Marisol et Blaser, Mario (dir.), *A World of Many Worlds*, Durham et Londres, Duke University Press, 2018, p. 4.

[52] Salem et Icaza, « A world in which many worlds can fit », *op. cit.*

[53] Césaire, « Lettre de démission au parti communiste »,
op. cit., p. 6.

universel — et non pas un universalisme — qui soit « riche de tous les particuliers, qui soit un approfondissement et une coexistence de tous les particuliers ».

34 C'est ainsi qu'il est possible de comprendre les critiques historiques et contemporaines de l'universalisme, telles celles du mouvement de la négritude et les contributions importantes des sœurs Paulette et Jeanne Nardal Nardal ou encore des chercheur·se·s tels que Mame-Fatou Niang, Julien Suaudeau et Valentin Mudimbe[54] comme des gestes radicaux nécessaires à la possibilité d'un plurivers. Ces mêmes gestes que l'on retrouve chez Édouard Glissant dans sa pensée de la Relation et du Tout-Monde, chez Souleymane Bachir Diagne dans son travail sur la traduction et chez Walter Mignolo dans son attention portée aux *pensées et épistémologies frontalières*. Comme l'écrit Ramon Grosfoguel en faisant référence à la pensée de Walter Mignolo :

> 35 « au lieu de rejeter la modernité pour se retirer dans un absolutisme, les épistémologies frontalières redéfinissent la rhétorique émancipatrice de la modernité à partir des cosmologies et épistémologies subalternes, localisées dans le pôle opprimé de la différence coloniale, afin de la mettre au service d'une lutte de libération décoloniale visant à construire un monde au-delà de la modernité eurocentrée[55] ».

36 La remise en cause de l'Universalisme dans la perspective d'un plurivers n'est donc pas synonyme de repli sur soi ou de refus de l'autre comme voudrait le faire croire les penseurs de l'Universalisme abstrait. Au contraire penser et agir avec la notion de plurivers constitue un projet d'émancipation dans la prise en compte partagée d'un habiter intégrant la pluralité des formes-de-vie existantes. C'est d'ailleurs à la description et à la mise en lumière de ces autres mondes, de ces autres ontologies et manières d'habiter que vont se centrer les travaux autour de la notion de plurivers. Nous pensons ici aux travaux de Arturo Escobar, Marisol de la Cadena et Mario Blaser, et Barbara Glowczewski[56]. En un sens le plurivers atteste de la pluralité des manières d'être et de faire monde au-delà du modernisme occidental. Mais attention ! Le plurivers n'est pas une image pacifiée d'une harmonie naïve entre plusieurs mondes. Il s'inscrit avant tout, et surtout, au sein de luttes, comme nous le rappelle la déclaration de *l'armée zapatiste de libération nationale*. Et comme n'ont de cesse de nous rappeler tous les peuples Autochtones et peuples colonisés en lutte, des Kanaks aux Kalinas, des Lakotas aux Guaranis, des Ouïghours aux Palestiniens.

Propositions pour la revue

37 Nous souhaitons terminer cette introduction éditoriale par quelques réflexions portant sur la revue elle-même en tant qu'objet et sur la manière dont nous nous sommes efforcés de travailler de manière cohérente avec les termes de plurivers et d'écologie décoloniale. Cela concerne le contenu et la manière dont nous avons choisi les intervenant·e·s, mais aussi la forme de la revue et les enjeux d'une pratique éditoriale qu'elle a posée. Ceci est bien sûr également lié aux défis de la traduction que vous trouverez abordés dans le « guide de navigation » au début de ce numéro[57]. Enfin, nous proposons quelques réflexions préliminaires sur la manière dont ces termes clés sont également liés aux conditions de production de la revue et à la question

[54] Niang, Mame-Fatou et Suaudeau, Julien, *Universalisme*, Paris, Anamosa, 2021 ; Mudimbe, Valentin, *L'invention de l'Afrique : Gnose, philosophie et ordre de la connaissance*, trad. L. Vannini, Paris, Présence africaine, 2021.

[55] Grosfoguel, Ramon, « Vers une décolonisation des « uni-versalismes » occidentaux : le « pluri-versalisme décolonial », d'Aimé Césaire aux zapatistes », Dan Blancel, Nicolas et al. (dir.), *Ruptures postcoloniales*, Paris, La Découverte, 2010, p.14.

[56] Voir Glowczewski, Barbara, *Réveiller les esprits de la Terre*, Bellevaux, Dehors, 2021 ; De la Cadena, Marisol, Blaser, Mario, *A world of many worlds*, *op. cit.*

[57] En ce qui concerne le plurivers et la traduction entre les mondes, voir de la Cadena, Marisol, « Not Only, or a Formula to Acknowledge the Translation and Signal its Limits », Not (Only) A Symposium on Artistic Research 2021, 23 février 2022, Kunsthalle Charlottenborg, Festsalen of the Royal Danish Academy of Fine Arts, *YouTube*.

plus large, qui doit selon nous être abordée, de ce que nous pourrions appeler « les écologies de l'édition » dont la revue émerge.

38 L'idée de fonder la revue que vous tenez entre vos mains — ou lisez en ligne — a germé en 2020 au sein de l'Observatoire Terre-Monde, l'association et centre d'étude sur les écologies politiques des Outre-mer français et de leurs proches régions[58]. L'Observatoire Terre-Monde et cette revue ont été créés en reconnaissance d'une insuffisance de publications (qui se résorbe progressivement) en France et dans ses territoires dits d'Outre-mer sur le thème de l'écologie décoloniale : un travail qui, comme nous l'avons souligné plus haut dans notre description de l'« écologie décoloniale », relie les questions écologiques à celles de l'anticolonialisme, de l'antiracisme, des luttes de genre, de l'anticapitalisme, de la justice en matière de mobilité (*mobility justice*), des luttes contre le handicap, de l'abolition, et des contextes urbains (par exemple, les banlieues). En créant la revue, notre objectif était de faire progresser l'approche des écologies décoloniales décrite ci-dessus, dans la mesure où il ne suffit pas de dénoncer le manque de représentation des personnes du Sud, des racisé·e·s et des Autochtones dans les cercles environnementalistes et écologiques. Au contraire, notre objectif était précisément de créer un espace dans lequel les personnes dont nous pensions qu'il était nécessaire d'entendre les idées et les opinions pourraient résonner afin de créer un « public écologique » alternatif. En tant que telle, la revue doit être considérée comme une extension du travail engagé au sein de l'Observatoire Terre-Monde et notamment du séminaire de recherche Ron-Kozé (« cercle de parole[59] ») — une forme décoloniale de publication si nous comprenons « publier » à travers ses racines latines comme « rendre public » (*publicare*) et, nous ajoutons, « créer des publics ».

39 Si nous partons de l'idée de nous adresser à un public francophone — existant et à venir — le caractère plurilingue de la revue témoigne aussi notre volonté d'être compris et partagés à l'international, ce qui apparaît déterminant pour un projet au caractère pluriversel. Pour ce premier numéro nous avons donc cherché à solliciter des contributions issues du monde entier (voir la carte en début d'ouvrage), volonté qui sera réitérée dans nos prochains numéros où nous espérons élargir notre couverture géographique. Cependant, il semble important de préciser que nous ne considérons pas cela comme un exercice de politique de représentation (un exercice de type « tick-box » ou « boîte à cocher ») où l'on couvre plus de zones géographiques, mais où l'on n'intervient pas sur l'inégalité des structures sous-jacentes, sur l'hégémonie de la pensée « d'un monde unique » ou universaliste, ou sur la colonialité décrite plus haut. Comme l'écrit Arturo Escobar dans le cadre de l'entretien que nous avons pu mener avec lui, le plurivers n'est pas un concept additif qui s'apparenterait au multiculturalisme occidental, mais correspond plutôt à l'idée d'un enchevêtrement inextricable de mondes interdépendants[60]. On pourrait prolonger cette critique au projet néolibéral qui porte une idée abstraite de la « diversité[61] ».

40 Comme nous l'indiquons dans notre guide de navigation en ouverture de ce premier numéro, le plurivers est *eo ipso* plurilingue, raison pour laquelle nous avons choisi d'inclure des contributions issues d'une pluralité de langues (permettant ainsi de faire résonner d'autres voix). Mais la pluriversalité et le plurilinguisme (*plurilingualism* en anglais) n'est pas seulement le fait de langues distinctes nommables : au sein et à travers n'importe quelles langues, les contributions sont aussi plurielles (pluriverselles) en termes de styles et de formes d'expression, en prenant soit la forme d'un article, d'un entretien, d'une conversation, d'une chanson, d'une carte ou d'un

[58] https://terremonde.org/

[59] https://terremonde.org/?page_id=1270

[60] « Rêver le plurivers pour une planète vivante : Une conversation avec Arturo Escobar » dans ce numéro 1 de *Plurivers*.

[61] Voir, par exemple, Marbœuf, Olivier, *Suites Décoloniales : S'enfuir de la plantation*, Rennes, éditions du commun, 2022. Pour des réflexions sur la façon dont « la diversité et l'égalité [*diversity and equality*] font partie de la culture de l'audit » dans le cadre de la formation antiraciste ou de la diversité, voir Kundnani, Arun, « Training is the Graveyard of Struggle : An Anti-Racist History », 13 decembre 2020. Voir aussi Kundnani, Arun, « The racial constitution of neoliberalism », *Race & Class*, vol. 63, N° 1, 2021, p. 51-69; et Venn, Couze, « Neoliberal Political Economy, Biopolitics and Colonialism : A Transcolonial Genealogy of Inequality », *Theory, Culture & Society*, 26, 6 (2009) : p. 206-233.

dessin (avec plus de formes à venir encore). Nous avons invité des auteurices dont les pratiques comprennent de la recherche et/ou des engagements militants à contribuer à ce numéro. Dans le cas des auteurices qui sont universitaires, nous leur avons demandé d'écrire dans un style moins formel, plus accessible et, on l'espère, plus accueillant que l'approche académique standardisée. Cette posture — l'accueil de différentes formes au-delà de l'écriture formelle ou de ce que certains pourraient appeler « rationnelle » — s'inspire de ce que Arturo Escobar nomme à partir de la langue espagnole « *sentipensar* » (« sentir-penser ») — traduisant « un mode de connaissance qui ne dépend pas des divisions esprit/corps et observateur/observé, si chères à la connaissance moderne, y compris à la théorie sociale » — et contribue à un projet plus large de « décolonisation de la connaissance[62] ». En effet, toustes les contributeurices réfléchissent d'une manière ou d'une autre sur les politiques éducationnelles, les institutions de sciences et de recherche à partir d'une perspective décoloniale et pluriverselle (quand bien même ces termes ne seraient pas utilisés en tant que tels), nous invitant ainsi à envisager une politique de production et de diffusion du savoir par-delà les hiérarchies hégémoniques occidentales et nous proposant ainsi des pistes afin de décoloniser ces schémas. Nous avons en tête les lignes d'ouverture du livre fondamental de Linda Tuhiwai Smith paru en 1999 *Decolonizing Methodologies : Research and Indigenous People*. Smith, qui s'identifie aux peuples Ngāti Awa et Ngāto Porou de ce qui est communément connu comme « Nouvelle-Zélande » (mais « Aotearoa » en Maori) écrit ceci :

41 > « Du point de vue de la colonisée, une position depuis laquelle j'écris et choisis de privilégier, le terme « recherche » est inextricablement lié à l'impérialisme et au colonialisme européen. Le mot, « recherche », est probablement l'un des mots les plus sales dans le vocabulaire du monde autochtone.[63] »

42 Pour chaque contribution, nous avons tenté de maintenir le difficile équilibre entre d'un côté demander à chaque auteurice de partager des informations générales concernant le contexte à propos et à partir duquel iel parle, de sorte à ce que les contributions soient accessibles et pédagogiques, et d'un autre, ne pas demander à ce qu'iel rende ce contexte complètement transparent et « consommable » suivant une logique de marché au sein de laquelle le savoir et les expériences deviennent des manières premières pour l'extraction[64]. La question de savoir quelle information contextuelle est nécessaire devient aussi une question de positionnalité. Par exemple (et il y en aurait beaucoup d'autres), pour quelqu'un pour qui la terre a été volée, dont le savoir et l'expérience furent spoliés depuis plusieurs générations, la longue histoire coloniale du monde de leur vie est peut-être trop évidente, trop *sentie*, trop *vécue* de manière quotidienne, pour être patiemment déployée afin d'être partagée. Et pourtant, ne pas le faire pour un lectorat non familier de chaque contexte en question (beaucoup de ces contextes reçoivent très peu de couverture dans la littérature mainstream sur l'environnement et l'écologie et n'apparaissent que très peu dans les curricula classiques) équivaudrait aussi à supprimer ces longues histoires et les questions de responsabilité que n'importe quelle forme d'action présente exige de prendre

[62]Escobar, Arturo, *Sentir-penser avec la terre, une écologie au-delà de l'occident*, (trad. A. Bonvallot et al.) Paris, Seuil, 2018 ; Fals Borda, Orlando, *Resistencia en el San Jorge*, Bogotá, Carlos Valencia Editores, 1984.

[63]Tuhiwai Smith, Linda, *Decolonizing Methodologies : Research and Indigenous Peoples*, Londres, Zed Books, 2012 (1999), p. 1.

[64]Sur les relations entre l'extractivisme des matières premières et celui du savoir, des informations et des expériences vécues, voir Gago, Verónica et Mezzadra, Sandro, « A Critique of the Extractive Operations of Capital : Toward an Expanded Concept of Extractivism », *Rethinking Marxism : A Journal of Economics, Culture & Society*, vol. 29, N°4, 2017, p. 574-91 ; Gomez-Barris, *The Extractive Zone, op. cit.* ; Rivera Cusicanqui, Silvia, « *Ch'ixinakax utxiwa* : A Reflection on the Practices and Discourses of Decolonization », *South Atlantic Quarterly*, vol. 111, N°1, hiver 2012, p. 95-109 ; Raftopoulos, Malayna, « Contemporary debates on social-environmental conflicts, extractivism and human rights in Latin America », *The International Journal of Human Rights*, vol. 21, N°4, 2017, p. 387-404 ; Simpson, Leanne, in Klein, Naomi, « Dancing the World into Being : A Conversation with Idle No More's Leanne Simpson », *Yes !*, 5 mars 2013, Marbœuf, Olivier, « Decolonial Variations : A conversation between Olivier Marbœuf and Joachim Ben Yakoub », mai 2019,

en compte, y compris celle des réparations. En bref, concernant cette épineuse question de l'accès, nous vous invitons à entrer dans la multitude de mondes et faire les connexions là où cela sera possible (car il y a plusieurs résonances entre les différents lieux abordés), tout en vous abandonnant à des éléments de l'inconnu et, dans certains cas, en fonction du point de vue depuis lequel vous lisez, d'inconfort.

43 La question de la positionnalité mentionnée plus haut a été vitale dans nos discussions et décisions éditoriales. Au lieu d'utiliser les biographies et résumés standards des articles, nous avons plutôt choisi d'inviter les auteurices à se présenter iels-mêmes et leurs travaux dans un court texte de positionnement afin que les lecteurices aient une petite idée de la personne qui parle, d'où elle parle, et de sa relation au travail présenté ici. Nous considérons que cela fait partie d'une pratique d'édition décoloniale. Chaque personne présentée dans ce numéro a été invitée à contribuer par un ou plusieurs membres de l'équipe éditoriale précisément en raison de la façon dont iel aborde le sujet en question. En ce sens, le processus éditorial se veut un processus d'hospitalité : il s'agit d'accueillir les mots (et les formes d'expression) des auteurices et d'assumer la responsabilité de les partager de manière appropriée, tout en sachant qu'il y aura des éléments qui ne passeront pas (comme c'est aussi le cas dans le travail de traduction ; traduire du latin *translat –,* signifie « amener par-delà »). Chaque contributeurice est un ou une « expert·e » d'une manière ou d'une autre[65], mais iels sont aussi des individus dont le travail émerge à partir de véritables histoires de vie, d'innombrables études et d'expériences vécues, senties. Tout aussi important, nous souhaitons partager des informations non seulement à propos d'où et de quoi le·a contributeurice parle, mais aussi, d'où iel parle, car cela est lié au sujet en discussion. Par exemple, « décoloniser le changement climatique », le thème de ce premier numéro varie selon le monde (ou plurivers) depuis lequel on se place, selon la langue depuis laquelle on parle, et depuis la langue depuis laquelle on parle pour/de nous.

À propos du processus éditorial de la revue

44 L'équipe éditoriale de la revue *Plurivers* est composée de cinq chercheur·se·s basé·e·s en France hexagonale, en Martinique et à la Réunion, qui sont membres de l'Observatoire Terre-Monde. Certain·e·s d'entre nous travaillent/ont aussi travaillé aux États-Unis ou en Angleterre[66]. Nous travaillons à la croisée des disciplines (science politique, philosophie, écologie politique, sociologie, études postcoloniales [*postcolonial studies*], études critiques Autochtones [*critical Indigenous studies*], arts et humanités), des langues (français, anglais, espagnol, créole, portugais) et des savoir-faire (enseignement, écriture, édition, cartographie, animation scientifique, entre autres). Considérant que le plurivers n'est ni une théorie au sens propre du terme ni une modélisation, nous avons envisagé la conception et la production de cette revue comme une praxis, combinant approches conceptuelles et questionnements pratiques, en prenant aussi en compte nos tâtonnements et nos erreurs (qui ont été nombreux). Gardant à l'esprit ces enjeux sans pour autant renoncer à la responsabilité vis-à-vis de l'objet que vous tenez entre vos mains ou que vous lisez en ligne, nous tenons à préciser qu'il s'agit d'un projet « en cours » (« *work in progress* ») et que la forme de la revue évoluera certainement au fil du temps et des numéros à venir.

45 Dans ce cadre, de nombreuses décisions éditoriales ont été prises afin de refléter notre engagement pour un mode pluriversel. Premièrement, nous avons choisi de publier cette revue en collaboration avec les éditions du commun, une maison d'édition indépendante fondée en SCOP (société coopérative et participative) et basée à Rennes (France hexagonale, en Bretagne) qui prend au sérieux les praxis éditoriales collectives, les questions anticapitalistes, féministes et écologiques, et qui est ouverte à la question décoloniale. Les éditions du commun cherchent

[65]En effet, il est nécessaire de déconstruire les logiques sous-tendant la notion même d'expertise, particulièrement, comme plusieurs contributeurices le montrent, quand il s'agit de décoloniser le changement du climat.

[66]Pour plus d'informations vous pouvez vous référer aux biographies des membres de l'équipe éditoriale à la fin du numéro.

à créer des outils pour s'extraire des logiques purement marchandes qui régissent l'édition et qui « préfigurent en partie les mondes à venir[67] ». La version imprimée de la revue sera par exemple vendue dans les librairies et les plateformes en ligne du monde entier (mais pas via Amazon)[68] et la version numérique sera distribuée gratuitement via un site Web conçu à cet effet[69].

46 Ayant pointé la nécessité de faire croître les publications sur l'écologie décoloniale dans le contexte français — en d'autres termes de contribuer à augmenter le corpus de textes dédié aux questions liées à l'écologie décoloniale et au plurivers[70] — une question liée aux pratiques éditoriales et au format de la revue nous est apparue centrale : à quoi cela pourrait-il ressembler non seulement de publier *sur* ou *à propos* de l'écologie décoloniale, mais aussi de publier *d'une manière* qui serait à la fois écologique et décoloniale[71]. Ou encore, une question encore plus vaste : à quoi ressemblerait le fait non seulement *d'éditer* de manière pluriverselle, mais aussi de *publier* de manière pluriverselle ? Pour répondre à ces questions, il apparaît nécessaire d'engager des discussions globales et systématiques sur ces sujets[72]. Il s'agit d'un projet en constante évolution qui doit s'adapter à des situations mondiales en mutation, par exemple en ce qui concerne : la réglementation du travail ; les subventions pour l'édition, les auteurices, les artistes, les traducteurises, les éditeurices, la distribution ; les pandémies et les conflits mondiaux qui affectent les infrastructures de transport, l'approvisionnement en matières premières et les habitudes de consommation ; et ainsi de suite. Par exemple, les éditions du commun font partie de l'Association pour l'écologie du livre, qui a fait un grand pas en avant en réfléchissant à la manière de publier d'une manière écologique[73].

47 Dans le cadre de la question décoloniale, nous avons appris de grands penseurs anti-coloniaux, comme Frantz Fanon pour qui la question a toujours été de savoir comment articuler études théoriques et engagements militants. Fanon est particulièrement inspirant ici dans la mesure où son travail combine l'aspect psychologique et représentationnel de l'anti-noirceur (ou processus de racialisation) *et*, de manière simultanée, la matérialité économique[74]. L'œuvre de Fanon (appelé par certains « le Marx du tiers monde »), parmi d'autres comme celle de Cédric Robinson, nous aide à penser de quelle manière le capitalisme global (ou le « capitalisme racial[75] ») est intrinsèquement lié au projet colonial. En ce sens, son travail est précieux pour une praxis décoloniale anticapitaliste. Ainsi, pour revenir à notre question d'un mode d'édition écologique et décolonial, il nous faut prêter attention aux conditions de production, de circu-

[67]Voir la série de podcasts et d'articles de blog réalisés par les éditions du commun sur les politiques et les pratiques de l'édition : https://www.r22.fr/antennes/editions-du-commun ; https://www.editionsducommun.org/blogs/podcasts ; https://blogs.mediapart.fr/editionsducommun/blog

[68]Voir notamment le podcast des éditions du commun sur les politiques de distribution et le tribune collectif, « Nous ne vendrons plus nos livres sur Amazon », *Médiapart*, 11 novembre 2020,

[69]https://www.plurivers.net

[70]Nous tenons ici à souligner le travail important de traduction réalisé par des maisons d'éditions telles que les Éditions Wildproject et d'autres personnes telles que Claudia Bourguignon Rougier. Voir Bourguignon Rougier, Claudia (dir.), *Un dictionnaire décolonial : perspectives depuis Abya Yala Afro Latino America*, Montréal, Éditions sciences et bien commun, 2021.

[71]Telle est la question centrale de la série de séminaires « Écologies de l'édition » (juin-novembre 2023) accueillie par L'Université de Londres à Paris, organisée parallèlement à la conception de *Plurivers* .

[72]Ces conversations globales sur la politique de l'édition progressent. Voir par exemple « Publishing the Struggle », *The Funambulist*, 2019, disponible en libre accès à https://thefunambulist.net/magazine/22-publishing-struggle ; et le serie « Subversive Publishing Strategies » de Framer Framed, Pays-Bas : https://framerframed.nl/en/dossier/podcast-subversive-publishing-strategies/. Voir aussi Camps, Yaiza et al. (dir), *Decolonizing art book fairs : pratiques de l'édition indépendante dans les Sud(s)*, Paris, Les Presses du réel, 2019.

[73]Voir par exemple, le podcast des éditions du commun du 1er juin 2021 sur « le livre et l'écologie » : https://www.editionsducommun.org/blogs/podcasts/saison-2-episode-4-le-livre-et-lecologie. Pour l'Association pour l'écologie du livre, voir http://www.lerideaurouge.com/ecosysteme/; et *Le livre est-il écologique ? Matières, artisans, fictions*, Marseille, Wildproject, 2020.

[74]Pour un exposé approfondi et puissant sur la manière de rapprocher Fanon et Marx dans le contexte de la résurgence autochtone sur l'île de la tortue (aussi connue au Canada) voir Coulthard, Glen Sean, *Peaux rouges masques blancs, contre la politique coloniale de la reconnaissance*, Montréal, Lux, 2018.

[75]Robinson, Cedric J., *Marxisme noir : La genèse de la tradition radicale noire*, Genève/Paris, entremonde, 2023. Voir notre discussion sur le capitalisme racial dans « Introduction : Décoloniser le changement climatique » dans ce numéro.

lation et de consommation[76] de la présente revue. À cela nous devons ajouter des questions subséquentes de « soutenabilité » vis-à-vis des économies et des écologies de l'édition : une « soutenabilité » [*sustainability*] envisagée non seulement dans le sens des décideurs publics comme un approvisionnement permanent en ressources matérielles et en force de travail bon marché[77], mais aussi la soutenabilité en tant que manière de cultiver des mondes et des relations sociales vivables et florissantes. Le terme d'écologie est particulièrement utile ici : plus que « d'environnement » dont l'usage courant renvoi généralement à quelque chose « en dehors » ou « d'extérieur », telle une nature vierge et apolitique à protéger et à conserver[78], le terme d'écologie fait référence à la toile des relations humaines avec les autres non-humains ou comme Joël Kovel l'écrit :

48 « la crise écologique concerne également ce que l'on peut appeler des *conditions de production*. Cela inclut les ressources énergétiques et technologiques, mais aussi les corps [*the bodies*, les personnes] qui se rendent au travail chaque jour[79] ».

49 Par exemple, bien que nous nous engageons à publier en ligne en libre accès, nous sommes également conscients d'une question souvent négligée : alors que les lecteurices, à juste titre, bénéficient d'un accès gratuit aux documents publiés grâce à une forme de « communs de savoir » (« *knowledge commons* ») (ce qui est d'autant plus impératif dans les régions du Sud que les distributeurs de livres n'atteignent pas, et où il n'y a pas le revenu disponible nécessaire pour acheter des livres), qu'en est-il des conditions des producteurices[80] ? Ici, l'on ferait bien de se référer aux critiques féministes notamment au mouvement « Wages For Housework » (« Des salaires pour le travail ménager[81] »)et aux initiatives visant à réfléchir au geste d'« éditer en féministe[82] ». Au sein de *Plurivers*, alors que chacun des membres de l'équipe éditoriale fait partie du système académique ou de l'industrie culturelle et en retire un certain capital culturel[83], le travail de conception et de production de cette revue est venu s'ajouter à des emplois à plein-temps et des obligations familiales faisant de cette revue un « kitchen-table project » (littéralement « un projet de table de cuisine[84] »), c'est-à-dire un travail réalisé avec amour entre domiciles, trains, cafés, librairies, et parfois dans nos bureaux. Avec ces questions sur les politiques et les économies de l'édition, nous reconnaissons que nous sommes aujourd'hui à l'orée des interrogations relatives à ces enjeux, mais toutes et tous animé·e·s par l'esprit du plurivers et du décolonial, nous apprenons en faisant. Nous espérons susciter des débats et des échanges sur ces questions dans toutes les parties du monde, en particulier chez les éditeurs, les libraires et les auteurices du Sud global. Nous avons énormément appris de nos contributeurices dans le processus de composition de ce numéro et nous espérons qu'il inspirera chez vous une curiosité

[76]Pour une analyse approfondie de ces questions d'extraction dans l'industrie culturelle contemporaine en particulier en France, voir Marbœuf, *Suites Décoloniales*. *op. cit*. Voir aussi l'œuvre sonore, « Faire refuge » (2022) de Marbœuf avec Françoise Vergès, qui propose des alternatives à cette économie d'extraction : https://12.berlinbiennale.de/media/sound-4-faire-refuge-find-refuge/

[77]Voir la note 6 concernant le terme connexe de « résilience ».

[78]Sur la distinction entre environnement et écologie, voir Ferdinand, *Une écologie décoloniale*, *op. cit.*, p. 11-47.

[79]Kovel, Joël, *The Enemy of Nature : The End of Capitalism or the End of the World,* London, Zed Books, 2007, p. 15.

[80]Dussolier, Severine, « Ecologies of IP Openness », présenté dans le contexte de « The Right to Research in International Copyright Law », 22 mars 2023, *YouTube*, <https://www.youtube.com/watch ? v=votgUmWtYko>

[81]Également nommé « Wages Against Housework ». Voir Federici, Silvia, Wages Against Housework, Bristol, Falling Wall Press and the Power of Women Collective, 1975 ; Federici, Silvia, « Des salaires pour le travail ménager » in Kothari, Salleh, Escobar et al, dir., Plurivers : Un dictionnaire du post-développement, op. cit., p. 439-42 ; Bhattacharya, Tithi, dir., Social Reproduction Theory : Remapping Class, Recentering Oppression, London, Pluto Press, 2017.

[82]Voir la tribune, « Le féminisme est aussi une affaire d'édition » *Mediapart*, 5 mai 2021, ; Collectif éditer en féministes, @editer_en, ; et le travail important de Cambourakis, une maison d'édition féministe :

[83]Même si, suivant à la logique néolibérale de la plupart des universités, il est préférable que les chercheur·se·s consacrent leur temps à la rédaction de monographies à auteur unique ou à l'obtention d'importantes subventions de recherche.

[84]En évoquant l'image de la « table à manger », nous souhaitons attirer l'attention sur l'histoire de l'édition féministe radicale notamment sur Kitchen Table : Women of Color Press. Voir Smith, Barbara, « A Press of Our Own Kitchen Table : Women of Color Press », *Frontiers : A Journal of Women Studies*, vol. 10, N°3, 1989, p. 11-13.

afin d'apprendre plus à propos de perspectives et d'expériences qui pourraient contribuer à créer « ce monde de plusieurs mondes ». Nous sommes en phase d'expérimentation. Nous vous invitons vous lecteurices à nous rejoindre.

Version en ligne : https://plurivers.net/revue-plurivers-1/plurivers-revue-d-ecologies-decoloniales.html

Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution – Pas d'Utilisation Commerciale – Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International.